

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 63

[C — 2003/31615]

7 NOVEMBRE 2003. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° victimes : les personnes ayant subi une infraction ou un fait qualifié d'infraction;
- 2° inculpés : les personnes qui font l'objet d'une inculpation, ainsi que les personnes à l'égard desquelles l'action publique est engagée et les personnes qui se trouvent dans une situation qui les expose ou pourrait les exposer à faire l'objet d'une inculpation;
- 3° condamnés : les personnes qui font l'objet d'une condamnation à une peine ou d'une mesure de mise à l'épreuve décidée en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;
- 4° ex-détenus : les personnes mises en liberté à titre conditionnel, provisoire ou définitif, en ce compris la personne ayant fait l'objet d'une mesure de défense sociale;
- 5° Conseil consultatif : la section « Services ambulatoires » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège agréé des services pour les missions d'aide aux victimes et leurs proches et pour les missions d'aide aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et leurs proches, ci-après dénommés « les services », qui satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Il faut entendre par aide, toute action individuelle ou de groupe destinée à favoriser une participation active à la vie sociale, économique, publique et culturelle, conformément aux droits de l'homme tels que définis par les traités et pactes internationaux, la constitution et les lois.

CHAPITRE II. — Des missions

Art. 4. En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, les missions sont les suivantes :

- 1° assurer une permanence spécifique dans des locaux appropriés;
- 2° contacter la victime qui, dans ce but, a autorisé les services de police à communiquer ses coordonnées aux services d'aide qu'elle désigne;
- 3° apporter aux victimes et à leurs proches, une aide psychologique centrée sur les causes et les conséquences, directes ou indirectes, de l'infraction;
- 4° accompagner les victimes ou leurs proches qui sollicitent une aide, tout au long de leurs démarches pour faire face aux conséquences de la victimisation, en ce compris la victimisation secondaire, et si possible, les aider à en obtenir réparation;
- 5° informer et orienter la victime ou ses proches dans ses relations avec la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés d'assurances, ainsi que l'orienter en vue d'obtenir le bénéfice de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- 6° faciliter l'accès des victimes et de leurs proches aux services de l'aide aux personnes et de la santé, par un travail de partenariat avec le réseau socio-sanitaire.

Art. 5. En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, le service peut exercer la mission complémentaire suivante : sensibiliser le public et les organismes concernés aux droits et aux besoins spécifiques des victimes, en organisant des formations à destination des acteurs psycho-médico-sociaux, des entreprises ou des services publics.

Art. 6. En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches, les missions sont les suivantes :

- 1° assurer une permanence spécifique dans des locaux appropriés;
- 2° apporter aux inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ainsi qu'à leurs proches, une aide psychologique, individuelle et collective;
- 3° accompagner les inculpés, condamnés, ex-détenus qui sollicitent ou acceptent une aide pour faire face aux conséquences de leurs actes;
- 4° informer et orienter les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ou leurs proches dans leurs relations avec la police ou le pouvoir judiciaire;
- 5° faciliter l'accès des inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ou leurs proches aux services de l'aide aux personnes et de la santé par un travail de partenariat avec le réseau socio-sanitaire;
- 6° soutenir l'insertion ou la réinsertion socioprofessionnelle des inculpés, condamnés en liberté ou ex-détenus.

Art. 7. En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté et ex-détenus, le service peut exercer la mission complémentaire suivante : contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions alternatives à la détention ou d'activités permettant d'éviter la privation de liberté.

Article 7bis. Les services agréés pour l'accomplissement des missions visées à l'article 4 et des missions visées à l'article 6 peuvent, en outre, sensibiliser le public et les services concernés aux problèmes liés à la délinquance dans la collectivité ainsi qu'aux besoins des inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches.

CHAPITRE III. — *Agrément*

Art. 8. Le Collège agréé les services qui remplissent au moins toutes les missions visées à l'article 4 ou à l'article 6.

Les missions visées aux articles 4 et 5 peuvent être limitées aux victimes de catégories spécifiques d'infractions ou de faits qualifiés d'infractions.

Dans ce dernier cas, le Collège peut autoriser un ou des services à ne pas être tenus d'exécuter la mission reprise à l'article 4, 2^e alinéa.

La décision d'agrément précise quelles sont les missions pour lesquelles le service est agréé et s'il échet, les limitations en matière de catégories d'infractions.

Art. 9. Pour être agréé, le service doit répondre aux conditions suivantes :

1° être organisé sous forme d'a.s.b.l.;

2° avoir son siège d'activités dans la Région de Bruxelles-Capitale;

3° accomplir de manière régulière et permanente depuis au moins 2 ans les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité;

4° exercer ces missions envers ses bénéficiaires sans distinction d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle, de langue, d'opinion philosophique, de religion ou d'origine sociale ou de toute autre forme de discrimination;

5° fournir gratuitement ou moyennant une contribution des bénéficiaires dont les montants maxima sont fixés par le Collège, les prestations d'aide visées aux articles 4, 6 et 7;

6° disposer de personnel qualifié pour exercer les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité;

7° disposer de bureaux appropriés permettant l'organisation de permanence d'accueil et de consultation en toute confidentialité;

8° le service qui dispose simultanément d'un agrément relatif aux deux missions visées aux articles 4 et 6 doit pouvoir exercer ces deux missions dans des lieux ou à des moments distincts.

Le Collège détermine les conditions d'agrément relatives à la qualification du personnel des services et à l'organisation de leurs locaux.

Art. 10. La demande d'agrément est introduite auprès du Collège par le service.

Le Collège détermine le contenu de la demande d'agrément ainsi que les modalités d'introduction de celle-ci.

La demande comporte au minimum les éléments suivants :

1° les missions sur lesquelles porte la demande ainsi que les éventuelles limitations de catégories d'infractions ou de faits qualifiés infractions pour les services remplissant des missions d'aide aux victimes;

2° une description des tâches assumées par le service;

3° les statuts de l'a.s.b.l.;

4° la liste des membres du personnel affectés aux missions ainsi que leurs qualifications.

Art. 11. Un agrément provisoire de deux ans peut être accordé, après avis du conseil consultatif, au service qui sollicite un premier agrément.

L'agrément est accordé, après avis du conseil consultatif, pour une période de 5 ans. Il est renouvelable.

Art. 12. Le Collège fixe la procédure et les modalités selon lesquelles l'agrément provisoire et l'agrément sont accordés, modifiés, renouvelés ou refusés.

Lorsqu'une disposition du présent décret n'est plus respectée, le Collège peut retirer l'agrément du service, après que le service ait pu faire valoir ses arguments et après avis du conseil consultatif, suivant les modalités fixées par le Collège.

CHAPITRE IV. — *Des subventions*

Art. 13. Le Collège détermine, pour la durée de l'agrément, provisoire ou définitif, le cadre du personnel subventionné de chaque service.

Art. 14. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège octroie aux services agréés des subventions pour frais de personnel, de formation continue du personnel et de fonctionnement.

§2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 3. Le Collège détermine le pourcentage des frais de personnel admis pour le calcul des subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs;

§ 4. Le Collège détermine le montant des subventions octroyées pour frais de fonctionnement. Ceux-ci comprennent les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Art. 15. Conformément à l'article 6 du décret du 17 avril 1997 relatif à la liquidation des subventions organiques, les subventions sont liquidées par avances trimestrielles de 25 % dans la première quinzaine des premier, deuxième et troisième trimestres et de 20 % dans la première quinzaine du quatrième trimestre.

Le solde est liquidé après contrôle des justificatifs de la subvention au plus tard le 31 octobre de l'année suivante.

Le Collège détermine les modalités de liquidation des subventions.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. A l'article 5, § 2, du décret du 5 juin 1997 de la Commission communautaire française portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, la première phrase est complétée par les mots suivants : « l'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches, d'autre part, l'aide aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches ».

Art. 17. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables est abrogé.

Art. 18. Les services d'aide aux justiciables agréés en vertu de l'arrêté visé à l'article 17 sont agréés d'office en tant que services d'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches pour une période de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 19. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 7 novembre 2003.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches.

E. TOMAS,
Ministre-Président du Collège.

D. DUCARME,
Membre du Collège.

D. GOSUIN,
Membre du Collège.

W. DRAPS,
Membre du Collège.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 63

[C — 2003/31615]

7 NOVEMBER 2003. — **Decreet betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten voor opdrachten inzake bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, enerzijds, en aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden en aan ex-gedetineerden en aan hun naasten, anderzijds**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, uit hoofde van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient er te verstaan te worden onder :

1° slachtoffers : de personen die een overtreding of een overtreding genoemd feit ondergaan hebben;

2° verdachten : de personen die het voorwerp uitmaken van een tenlastelegging, evenals de personen tegen wie een strafvordering aanhangig gemaakt is en de personen die zich in een toestand bevinden die ertoe leidt of zou kunnen leiden dat zij het voorwerp uitmaken van een tenlastelegging;

3° veroordeelden : de personen die het voorwerp uitmaken van een strafveroordeling of van een maatregel in het kader van de proeftijd die hem toegestaan wordt en waartoe besloten wordt in uitvoering van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° ex-gedetineerden : de personen die een voorwaardelijke, voorlopige of definitieve invrijheidsstelling genieten, met inbegrip van de persoon die onderworpen is aan een maatregel ter bescherming van de maatschappij;

5° Adviesraad : de afdeling Ambulante Diensten van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid.

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten erkent het College diensten voor opdrachten inzake bijstand aan slachtoffers en hun naasten en voor opdrachten inzake bijstand aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden, aan de ex-gedetineerden en hun naasten, hierna «de diensten» genoemd en die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld door dit decreet of krachtens dit decreet.

Onder bijstand dient verstaan elke individuele of in groep ondernomen actie ter bevordering van de actieve deelname aan het maatschappelijk, economisch, openbaar en cultureel leven overeenkomstig de rechten van de mens zoals bepaald door de internationale verdragen en overeenkomsten, de grondwet en de wetten.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten*

Art. 4. Wat de bijstand aan slachtoffers en hun naasten betreft, zijn de opdrachten :

- 1° het organiseren van een specifieke dienstwaarneming in daartoe geschikte lokalen;
- 2° de contactopname met het slachtoffer dat de politiediensten de toestemming heeft gegeven om zijn adresgegevens mede te delen aan de hulpdiensten die het aanwijst;
- 3° het verlenen aan de slachtoffers en aan hun naasten van psychologisch hulp die gericht is op de rechtstreekse en onrechtstreekse oorzaken en gevolgen van de overtreding;
- 4° het begeleiden van de slachtoffers en van hun naasten die om bijstand verzoeken en dit gedurende alle stappen die zij ondernemen om de gevolgen van het slachtofferschap, met inbegrip van het secundaire slachtofferschap, te overwinnen en, indien mogelijk, om hen te helpen om er een schadeloosstelling voor te bekomen;
- 5° het informeren en oriënteren van het slachtoffer of zijn naasten in hun betrekkingen met de politie, de rechterlijke macht en de verzekeringsmaatschappijen, evenals met het oog op het bekomen van Staatshulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.
- 6° het vergemakkelijken, ten behoeve van de slachtoffers en van hun naasten, van de toegang tot de diensten voor welzijnszorg en gezondheid via partnerschap met het sociaal-sanitair netwerk.

Art. 5. Voor wat betreft de bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, kan de dienst volgende bijkomende opdracht uitvoeren : het publiek en de betrokken instellingen sensibiliseren voor de rechten en de specifieke behoeften van de slachtoffers, door vormingssessies te organiseren ten behoeve van de psycho-medisch-sociale actoren, van de bedrijven of van de openbare diensten.

Art. 6. Wat de verdachten, de in vrijheid gestelde veroordeelden en de ex-gedetineerden betreft, zijn de opdrachten :

- 1° het organiseren van een specifieke dienstwaarneming in daartoe geschikte lokalen;
- 2° het verlenen van psychologische, individuele of collectieve bijstand aan de verdachten, de in vrijheid gestelde veroordeelden, de ex-gedetineerden evenals aan hun naasten;
- 3° het begeleiden van de verdachten, van de veroordeelden en van de ex-gedetineerden die bijstand vragen of aanvragen om aan de gevolgen van hun daden het hoofd te kunnen bieden;
- 4° het informeren en oriënteren van de verdachten, van de in vrijheid gestelde veroordeelden, van de ex-gedetineerden of van hun naasten in hun betrekkingen met de politie of de rechterlijke macht;
- 5° het vergemakkelijken, ten behoeve van de verdachten, van de in vrijheid gestelde veroordeelden, van de ex-gedetineerden of van hun naasten van de toegang tot de diensten voor welzijnszorg en gezondheid via partnerschap met het sociaal-sanitair netwerk.
- 6° het bevorderen van de inschakeling of de sociaal-professionele herinschakeling van de verdachten, van de in vrijheid gestelde veroordeelden of van de ex-gedetineerden.

Art. 7. Voor wat betreft de verdachten, de in vrijheid gestelde veroordeelden en de ex-gedetineerden, kan de dienst volgende bijkomende opdracht uitvoeren : bijdragen tot de uitwerking en de uitvoering van oplossingen die als alternatief gelden voor de hechtenis of van activiteiten waardoor vrijheidsberoving voorkomen kan worden.

Artikel 7bis. De diensten erkend voor het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in artikel 4 en van de opdrachten bedoeld in artikel 6 kunnen bovendien het publiek en de betrokken diensten sensibiliseren voor de problemen die verband houden met de delinquentie in het openbaar leven evenals voor de behoeften van de verdachten, van de in vrijheid gestelde veroordeelden, van de ex-gedetineerden en van hun naasten.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Art. 8. Het College erkent de diensten die minstens alle opdrachten bedoeld in artikel 4 of in artikel 6 uitvoeren.

De opdrachten bedoeld in artikelen 4 en 5 kunnen beperkt worden tot de slachtoffers van specifieke categorieën van overtredingen of van overtreding genoemde feiten.

In dit laatste geval kan het College één of meerdere diensten toelaten niet gehouden te zijn de opdracht vermeld in artikel 4, tweede lid, uit te voeren.

De beslissing van erkenning bepaalt voor welke opdrachten de dienst erkend is en in voorkomend geval, de beperkingen inzake categorieën van overtredingen.

Art. 9. Om erkend te worden, moet de dienst aan volgende voorwaarden beantwoorden :

- 1° georganiseerd zijn onder de vorm van een v.z.w.;
- 2° zijn bedrijfszetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben;
- 3° gedurende minstens 2 jaar, regelmatig en permanent, de opdrachten uitvoeren waarvoor de erkenning gevraagd wordt;
- 4° deze opdrachten uitvoeren voor zijn begunstigen zonder onderscheid van leeftijd, van geslacht, van seksuele geaardheid, van taal, van filosofische overtuiging, van godsdienst of maatschappelijke origine of zonder om het even welke andere vorm van discriminatie;
- 5° kosteloos of mits een bijdrage van de begunstigen waarvan de maximum bedragen door het College vastgesteld zijn, de diensten inzake bijstand verlenen zoals bedoeld in de artikelen 4, 6 en 7;
- 6° over geschoold personeel beschikken om de opdrachten waarvoor de erkenning gevraagd wordt, uit te voeren;
- 7° beschikken over geschikte kantoren die het mogelijk maken in te staan voor een permanent onthaal en een permanent consult in alle vertrouwelijkheid;
- 8° de dienst die gelijktijdig over een erkenning beschikt voor de twee opdrachten bedoeld in artikelen 4 en 6 moet deze twee opdrachten op afzonderlijke plaatsen of op een onderscheiden tijdstip kunnen uitvoeren.

Het College bepaalt de voorwaarden voor de erkenning met betrekking tot de kwalificatie van het personeel van de diensten en met betrekking tot de organisatie van hun lokalen.

Art. 10. De erkenning wordt door de dienst bij het College aangevraagd.

Het College bepaalt de inhoud van de erkenningsaanvraag evenals de nadere bepalingen voor de indiening ervan.

De aanvraag bevat minstens volgende elementen :

1° de opdrachten waarop de aanvraag betrekking heeft evenals de eventuele beperkingen van categorieën van overtredingen of van overtreding genoemde feiten voor de diensten die opdrachten inzake slachtofferhulp vervullen.;

2° de taakomschrijving van de dienst;

3° de statuten van de v.z.w.

4° de lijst van de personeelsleden die aangesteld zijn voor de opdrachten evenals hun kwalificaties.

Art. 11. Een voorlopige erkenning van twee jaar kan, na advies van de adviesraad, toegekend worden aan de dienst die een eerste erkenning aanvraagt.

De erkenning wordt, na advies van de adviesraad, toegekend voor een periode van 5 jaar. De erkenning kan verlengd worden.

Art. 12. Het College bepaalt de procedure en de nadere bepalingen volgens dewelke de voorlopige erkenning en de erkenning toegekend, gewijzigd, verlengd of geweigerd worden.

Indien een bepaling van dit decreet niet meer nageleefd wordt, kan het College de erkenning van de dienst intrekken, nadat de dienst haar argumenten heeft kunnen doen gelden en na advies van adviesraad volgens de nadere bepalingen vastgesteld door het College.

HOOFDSTUK IV. — *De subsidies*

Art. 13. Het gesubsidieerd personeelsbestand van iedere dienst wordt voor de duur van de voorlopige of definitieve erkenning door het College vastgesteld.

Art. 14. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kent het College aan de erkende diensten subsidies toe voor personeelskosten, kosten inzake voortdurende vorming van het personeel en werkingskosten.

§ 2. De personeelskosten omvatten het geïndexeerd bruto bedrag van de toegekende weddenschaal en de werkgeverslasten evenals andere voordelen vastgesteld door het College.

Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn voor iedere functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerd personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en van de andere gesubsidieerde voordelen.

§ 3. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten die toegelaten zijn voor de berekening van de subsidies die toegekend worden voor de kosten inzake voortdurende vorming van de werknemers;

§ 4. Het College bepaalt het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor de werkingskosten. Deze laatste omvatten de kosten die verband houden met de werking van de dienst evenals de kosten die verband houden met het boekhoudkundig en administratief beheer.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 17 april 1997 betreffende de uitbetaling van de organieke toelagen, worden de subsidies uitbetaald per driemaandelijke voorschotten van 25 % binnen de eerste veertiendaagse van de eerste, tweede en derde trimester en van 20 % binnen de eerste veertiendaagse van de vierde trimester.

Het saldo wordt uitbetaald na controle van de bewijsstukken van de subsidies, ten laatste op 31 oktober van het volgende jaar.

Het College bepaalt de nadere bepalingen van de uitbetaling van de subsidies.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. In artikel 5, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid. Wordt de eerte zin als volgt aangevuld : « evenals de bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, enerzijds, en de bijstand aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden en aan hun naasten, anderzijds ».

Art. 17. Het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan diensten voor forensische welzijnszorg, wordt opgeheven.

Art. 18. De diensten voor forensische welzijnszorg, erkend krachtens het besluit bedoeld in artikel 17, worden ambtshalve erkend als diensten voor bijstand aan de slachtoffers, de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden, aan de ex-gedetineerden en aan hun naasten en dit voor een periode van twee jaar vanaf het in werking treden van dit decreet.

Art. 19. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Brussel, 7 november 2003.

E. TOMAS,
Minister-Voorzitter van het College.

D. DUCARME,
Lid van het College.

D. GOSUIN,
Lid van het College.

W. DRAPS
Lid van het College.

A. HUTCHINSON,
Lid van het College.